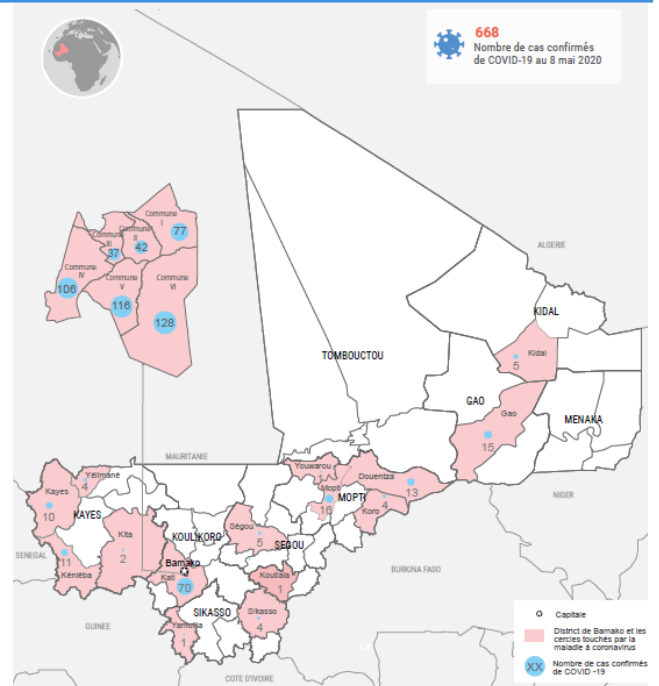


Points Saillants

- Au 8 mai, le Mali comptait 668 cas dont 35 décès
- 285 personnes ont été déclarées guéries
- 339 cas confirmés sont en cours de traitement dans les différents centres de prise de charge et les autres sont en cours de transfert
- A ce jour, 2 142 personnes contact font l'objet d'un suivi quotidien.

Chiffres clés



668 Cas confirmés	285 Personnes guéries	8 Personnes évacuées hors du pays	35 Décès	22 Districts sanitaires touchés	36061 Numéro vert gratuit pour informer et orienter les populations
-----------------------------	---------------------------------	---------------------------------------------	--------------------	-------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------

Information contextuelle

- Au 8 mai, le Fonds Spécial créé par le Gouvernement, logé à la Banque Malienne de Solidarité (BMS. S.A) sous le numéro ML102 01001 057590803001-39, était crédité de 3,6 milliards de FCFA (6,2 millions de dollars).
- La distribution des masques de protection individuelle se poursuit dans le cadre du programme présidentiel "un Malien, un masque". Au total, 125 000 masques ont été distribués le 6 mai comme suit :
 - 50 000 aux coordinateurs des chefs de quartier des six communes de Bamako, qui s'ajoutent aux 35 000 livrés une semaine plus tôt ;
 - 50 000 au Haut Conseil Islamique du Mali ;
 - 10 000 à la Coordination des syndicats des transports privés ;
 - 15 000 masques pour l'Église catholique.

Réponse humanitaire



Besoins (il n'y a pas eu de mise à jour cette semaine)

- Il est nécessaire de mettre en place un dispositif de prise en charge psycho-sociale à distance (téléphone et communication pour permettre aux patients et aux accompagnateurs d'appeler et d'avoir des conseils) et de décentraliser la réalisation des tests dans les régions par le déploiement des laboratoires mobiles.
- Les équipes de recherches des personnes contacts doivent être renforcées.
- Les laborantins au niveau des hôpitaux ont besoin de formation.

- Les délais de livraison des commandes internationales sont rallongés avec les restrictions des transports par avion au niveau mondial, d'où la nécessité de donner la priorité aux commandes locales.

Réponse

- Les autorités sanitaires, avec l'appui des partenaires humanitaires (le programme des médicaments, des technologies et des services pharmaceutiques de l'USAID et l'OMS) ont poursuivi la formation de formateurs pour la prise en charge des cas de COVID. Ainsi 15 personnes ont été formées dans les régions de Kayes, Sikasso et dans le district de Bamako sur la PCI dans le contexte COVID-19.
- La formation des cadres du système sanitaire sur les outils de surveillance du COVID-19 dans le Système d'Information Sanitaire (DHIS) a commencé, avec l'appui de l'OMS, au niveau central.
- La diffusion de messages de sensibilisation sur le non-stigmatisation des patients guéris et retournés chez eux se poursuit.

Nutrition

Besoins

- La réponse en nutrition doit être adaptée au contexte du COVID-19. Un accroissement des taux de malnutrition aiguë est à craindre avec la forte détérioration de la sécurité alimentaire, la pression sur le système de santé et la possible détérioration des pratiques de soins (indisponibilité des mères/pourvoyeurs de soins - mise en quarantaine, décès, etc..).
- La réponse proposée par les partenaires suit les protocoles en vigueur et les directives internationales, mais une déclinaison de celles-ci au niveau national est nécessaire.
- Une collaboration étroite, au niveau stratégique et opérationnel avec le secteur de la santé, de l'EHA et de la sécurité alimentaire reste primordiale.

Réponse

- La réponse COVID-19 proposée par le cluster et ses membres est en droite ligne avec la stratégie globale du secteur, à savoir le renforcement de l'intersectorialité et du travail sur les causes de l'insécurité nutritionnelle (en collaboration avec les autres secteurs) et à la mise à l'échelle des stratégies communautaires, le tout dans une optique de renforcement des systèmes.
- Dans cette optique, le suivi des dépistages au niveau communautaire, afin de déceler plus rapidement les éventuelles dégradations de la situation a été mis en place.
- La prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) et modérée (MAM) continue dans le pays avec l'appui des partenaires du cluster. Pour la semaine épidémiologique 18 (allant du 27 avril au 3 mai), 4 637 cas de malnutrition aiguë ont été dépistés et 4 628 cas admis dont 2 250 cas de MAM et 2 378 cas de MAS.
- Les ONG continuent d'appuyer l'orientation des agents de santé chargés de nutrition, des agents de santé communautaires et des relais communautaires sur le COVID-19.
- Le PAM a revu sa planification pour toucher 33 000 enfants supplémentaires pour 2020, pour un total de 188 000 enfants traités pour la MAS. Une partie de ces traitements se fera via des approches communautaires à travers la formation des ASC.
- Le cluster prévoit de revoir ses cibles pour 2020 dans le cadre de la révision du Plan de Réponse Humanitaire 2020 qui se fera au cours du mois de mai, en prenant en compte à la fois les impacts de l'insécurité alimentaire et du COVID-19.

Sécurité alimentaire

Besoins

- Dans le contexte actuel, une stratégie de réponse et d'identification des cibles sur la base des activités critiques est nécessaire pour le cluster et ses membres afin de coordonner la réponse, d'orienter sur la méthodologie à adopter et de maximiser l'impact des ressources.
- Une assistance alimentaire en accompagnement à la réponse sanitaire du Gouvernement ainsi que des secteurs de la santé et de l'EHA est prévue.
- Pour optimiser la réponse à apporter aux zones de confinement et de mise en quarantaine, il est nécessaire de mener des actions en synergie avec les partenaires des secteurs de la santé, de l'EHA et de la nutrition.
- Il est important pour le cluster de connaître l'impact socio-économique du COVID-19 sur les moyens d'existence des ménages vulnérables.
- La restriction des mouvements pourrait avoir un impact sur les prix des denrées, un suivi régulier des marchés est obligatoire afin de suivre l'évolution éventuelle des prix.
- La période de soudure agricole de cette année intervient dans un contexte déjà difficile. Une planification rigoureuse et une bonne coordination des activités est essentielle.

Réponses

- Les stratégies de ciblage et de réponse du cluster dans le contexte COVID-19 axées d'une part sur les adaptations nécessaires pour la mise en œuvre des activités critiques du Plan de Réponse Humanitaire et d'autres part sur l'accompagnement à la réponse sanitaire en assistance alimentaire est en cours de finalisation et sera partagée avec les membres pour adoption.
- Les partenaires humanitaires du cluster continuent leurs interventions sur le terrain en mettant en place des mesures préventives recommandées par les autorités sanitaires du pays.
- Les réunions de coordination en ligne du cluster à la fois au niveau national et en régions se poursuivent et dorénavant de manière bimensuelle.
- L'analyse de la planification des organisations à partir de la matrice de coordination pour leur réponse pendant la prochaine période de soudure (juin-août) sera présentée aux membres pour une synergie des actions cette semaine.
- Le cluster travaille sur la révision des cibles de planification dans le cadre de révision à mi-parcours du Plan de Réponse Humanitaire 2020.
- La matrice 5W sera relancée afin de capturer les réponses fournies en avril.

Education

Besoins (*il n'y a pas eu de mise à jour cette semaine*)

- Un des défis principaux reste la connaissance de la date et les conditions de réouverture des écoles. Aucune information officielle n'a été partagée pour le moment, cependant le cluster fait un plaidoyer pour être inclus dans les discussions à ce sujet afin d'assurer une réouverture dans un environnement protecteur.
- Un autre défi réside dans l'avancée de l'inventaire des ressources pour élargir l'offre d'éducation à distance et atteindre davantage d'enfants.

Réponses

- L'appui au comité pédagogique pour l'inventaire des ressources pour l'éducation à distance se poursuit. Des discussions devraient avoir lieu entre le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le Ministère de la Communication pour assurer une coordination des échanges avec les radios communautaires pour un obtenir un tarif « social » pour la diffusion de contenus éducatifs.
- Les notes d'orientations pour le protocole de prévention et de contrôle du COVID-19 en milieu scolaire ainsi que pour l'organisation d'activités éducatives en groupes restreints sont toujours en discussion avant validation
- La proposition du cluster pour Education Cannot Wait (le Fonds Éducation sans délai en français) est en cours de finalisation après un second retour reçu du secrétariat du Fonds.
- L'UNICEF poursuit la mobilisation des fonds avec des propositions en cours pour le Danemark et le Canada.

- L'UNICEF a mis en place un dispositif de diffusion des capsules à la Fondation Hirondelle - Studio Tamani qui comprend :
 - L'installation des studios à la Maison de la Presse via un réseau Vsat ou le réseau Canal sat ;
 - La mise en ligne prévue des capsules sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) de Studio Tamani ;
 - La mise en ligne prévue également sur la plateforme Viamo (ONG spécialisée dans la communication via le mobile) avec laquelle Studio Tamani a signé un contrat de diffusion.
- Dans la région de Sikasso, Save The Children réalise les activités suivantes :
 - La mise à disposition dans les familles de livres de lecture aux élèves du niveau I, II et III de l'enseignement fondamental ;
 - La distribution de kits de lavage de mains aux volontaires de camp de lecture ;
 - Des séries de sensibilisation des bénéficiaires de kits de lavage de main sur les mesures de riposte au COVID-19.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Besoins (*il n'y a pas eu mise à jour cette semaine*)

- Il est nécessaire de prendre en compte des mesures de prévention pour la continuité des interventions en EHA sur le terrain afin de mitiger les risques de contamination.
- La propagation de la pandémie vers de nouvelles zones non priorisées dans le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) 2020 par le secteur nécessite la mobilisation de ressources additionnelles et une flexibilité des bailleurs sur les ressources existantes.
- Dans le cadre du Plan de Réponse Opérationnel Humanitaire COVID-19 en cours de finalisation et en attendant le processus de révision du PRH 2020, le cluster EHA cible 4,8 millions de personnes sur l'ensemble du pays.
- Le budget prévisionnel a été estimé à 43,7 millions de dollars dont 2,6 millions sont relatifs aux mesures d'atténuation/mitigation du COVID-19 des activités critiques retenues dans le PRH 2020 et 5,5 millions de dollars pour les nouvelles activités COVID-19 (paquets minimum) à développer.

Réponse

- Huit acteurs du cluster ont rapporté des réalisations cette semaine dans la riposte à la pandémie (Help - Hilfe zur Selbsthilfe, Enabel, Join For Water ex. Protos, ACTED, International Rescue Committee, Terre des hommes Lausanne, World Vision et UNICEF) :
- Quelque 1 287 637 personnes y compris les malades et les personnes contacts ont été sensibilisées sur la prévention du COVID-19 dans les régions de Kayes, Gao, de Koulikoro, de Ségou et de Sikasso.
- Des kits d'hygiène essentiels et des services EHA ont été offerts à 172 820 personnes dans les régions de Kayes, de Koulikoro, de Mopti et de Ségou.
- Les partenaires ont réhabilité 10 points d'eau dans les sites de déplacés internes et les zones vulnérables dans la région de Mopti et 40 latrines d'urgence dans des centres de santé dans la région de Ségou.
- Pour la prévention, 52 centres de soins de santé et 24 lieux publics ont été dotés d'installations de lavage des mains (lavage/désinfection des mains) dans les régions de Koulikoro et de Mopti.
- De même, 148 personnes travaillant dans les structures de santé et des agents de santé communautaire ont été formés sur la prévention des infections à Bamako et dans la région de Koulikoro.

Abris et biens non-alimentaires (BNA)

Besoins

- Les personnes déplacées internes (PDI) et les réfugiés victimes de l'incendie de Faladié nécessitent un suivi dans l'identification de leurs besoins sur le long terme et leur intention de relocalisation par l'appui de la communauté humanitaire et le gouvernement pour identifier un site spacieux afin de les relocaliser. Le site actuel de Mabilé est limité en espace et certaines familles procèdent à la reconstruction sur le site de Faladié malgré les instructions fermes des services de l'Etat.
- Les salles de classes du site de Mabilé nécessitent un cloisonnement pour permettre d'assurer l'intimité de familles qui sont logées et réparties entre deux à trois ménages.

Réponse

- Du 28 avril au 1er mai, Catholic Relief Services et son partenaire local, Tassaght ont effectué une évaluation rapide dans la commune de Gounzoureye après avoir partagé une alerte avec le point focal RRM et OCHA Gao, suite à l'arrivée d'environ 363 ménages dans la commune de Gounzoureye. Pour combler le gap, du fait qu'aucun acteur ne s'est positionné depuis la fin de l'évaluation rapide multisectorielle d'ACTED, le 25 mars, le mécanisme de réponse rapide (RRM) se positionne pour une réponse coordonnée en non-vivres (y compris les kits COVID-19) et en EHA par le biais du financement d'ECHO.
- Les personnes relocalisées au centre Mabilé après l'incendie du site de Faladié ont été assistées en biens non-alimentaires et en kit EHA pour la prévention du COVID-19.
- L'ONG Solidarité International se positionne également avec l'appui de l'UNICEF pour couvrir les gaps en biens non alimentaires et en EHA.
- L'UNICEF a également remis des tentes à la disposition de la DNDS sur le site de Mabilé.
- L'OIM a organisé 13 séances de sensibilisations sur le COVID-19 en faveur de 654 PDI sur plusieurs sites (Bankass, Douentza Koro et Mopti) couplées à une distribution de masque confectionné localement. Cette distribution rentre dans le cadre de la campagne « un déplacé un masque ».

Protection

Besoins (*il n'y a pas eu de mise à jour cette semaine*)

- Dans ce contexte de pandémie, le besoin de maintenir le système de monitoring de protection, de suivi des mouvements de population et d'évaluation rapide de protection demeure.
- Le nouveau format de la matrice 5W (Qui, fait Quoi, Où, Quand, Pour qui) est formulée pour recueillir les informations de suivis liées aux activités du COVID-19. Les partenaires sont encouragés à compléter cet outil qui permettra l'analyse des capacités opérationnelles des acteurs de protection et des risques potentiels de suspension/d'arrêt des programmes de protection ainsi que la cartographie des nouvelles activités liées au COVID-19.

Réponse

- Le cluster protection a participé à un briefing des donateurs organisé par le Global Protection Cluster le 30 avril. Cet évènement a été l'occasion de présenter la situation de protection au Mali et de plaider pour le soutien aux activités de protection en temps de COVID-19.
- L'UNFPA a appuyé le Plan d'action du Ministère de la santé et des affaires sociales avec un montant de 388,2 millions de FCFA (660 000 dollars américains) et celui de surveillance sur le COVID-19 de Bamako à hauteur de 189 millions de FCFA (321 000 dollars américains).
- L'UNFPA a fourni un soutien technique (mise à contribution de deux staffs) et financier aux rencontres et ateliers d'élaboration des plans (action, communication et surveillance).
- L'UNFPA a conduit une étude pour apprécier l'impact du COVID-19 sur les violences basées sur le genre (VBG) et la santé de la reproduction. L'objectif est de proposer des recommandations en vue d'atténuer les conséquences sanitaires et sociales du COVID-19 sur les VBG et d'assurer le continuum des services pour la santé de la reproduction. A cet effet, l'UNFPA envisage d'appuyer le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille (MPFEF) pour la mise en œuvre de son plan d'action de réponse à la pandémie et pour des sensibilisations de groupes de femmes leaders sur l'impact du COVID19 sur les VBG.

Coordination

- OCHA, en collaboration avec l'OMS et le Groupe inter-agences de coordination GIAC, réalise la cartographie de toutes les structures de santé non-opérationnelles et de celles qui ont des difficultés d'accès. Un dialogue approprié et des négociations humanitaires seront aussi entamés avec les leaders communautaires et les groupes armés sur les sujets susmentionnés.

- Les services médicaux des Forces armées maliennes (FAMa) et de la MINUSMA ont été inclus dans les cellules de coordination civilo-militaire pour une meilleure préparation et la mise en œuvre d'un plan d'intervention commun et coordonné dans le cadre de la riposte COVID-19.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef de Bureau, kollies@un.org

Katy Thiam, Chef de l'Unité Information Publique et Plaidoyer, thiamk@un.org

Ibrahima Koné, Chargé de l'Information Publique, kone65@un.org

Les *sitrep* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | www.unocha.org | www.reliefweb.int